

Pour Force Ouvrière

FO
la force syndicale
www.force-ouvriere.fr



Jean-Claude Mailly
Secrétaire général de
Force Ouvrière

Le service public c'est la République

Afin de garantir l'égal accès de tous, en tout point du territoire, aux droits et biens essentiels, le service public des trois versants des fonctions publiques de l'État, hospitalière et territoriale, doit se réaliser dans les meilleures conditions d'impartialité, de neutralité, de sécurité, de qualité et d'efficacité. À la différence du marché, qui a pour seul objet la recherche de profits privés, les services publics, eux, sont au cœur de la République. Ils sont les garants de la cohésion sociale. Ils concourent à l'exercice des droits fondamentaux et à la lutte contre les inégalités. Le service public est, avec la protection sociale collective, au centre de la conception solidaire et égalitaire de la République en incarnant la différence fondamentale entre l'idée de bien commun et celle de rentabilité.

Face aux dogmes du tout-concurrence, de la libéralisation, de la déréglementation et des privatisations induites, Force Ouvrière n'a de cesse de défendre et de promouvoir la conception républicaine du service public et le statut général.

Services publics attaqués, République fragilisée

De sondages en enquêtes, de statistiques en diagnostics, d'accidents en crises, les citoyens n'ont jamais démenti leur besoin de services publics gérés dans le res-

pect des principes d'égalité, de continuité et de proximité. Outre son efficacité déjà démontrée, cela s'explique aussi par le fait que le service public est l'application d'une notion large et unanimement ancrée: répondre, en égalité de droits et de traitements, à la satisfaction des besoins collectifs de la République.

Par la grève à l'appel de FO, les personnels ont fait échouer le processus

Le 12 décembre 2007, lors des premières mesures RGPP, le président de la République décide la mise en place d'un opérateur privé pour organiser les examens du permis de conduire argumentant des délais d'attente trop long, pour les candidats. Dans le même temps, il annonce vouloir diminuer le coût de la formation à la conduite. Grand paradoxe, alors que l'examen du permis de conduire effectué par des fonctionnaires d'État est alors un examen gratuit: en privatisant le service, les candidats auraient dû payer non seulement la formation à l'auto-école, mais de plus un droit d'examen à l'entreprise privée chargée d'organiser les examens. Par la grève à l'appel de FO, les personnels ont fait échouer le processus.

En 2009, la réforme du permis de conduire annoncée par le gouvernement, dans le cadre de la RGPP, décrète l'augmentation artificielle du pourcentage de réussite de l'examen pratique voiture de 53% à 66%. En supprimant de la liste des erreurs éliminatoires à l'examen certaines infractions graves (comme un stop grillé), le gouvernement est prêt à augmenter l'insécurité routière et les risques de mortalité des jeunes conducteurs, uniquement pour faire des économies en termes d'effectifs. Il quantifie même les effectifs économisés. Si les inspecteurs du permis de conduire atteignent 60% de réussite, cela fait «économiser» 75 effectifs, et s'ils atteignent 66% de réussite, pour le gouvernement c'est 148 effectifs d'économisés. Là encore, les personnels se sont mobilisés à l'appel de FO contre cette aberration.

Et ce manque d'effectifs entraîne le fait que les inspecteurs ne peuvent plus effectuer leurs missions essentielles de contrôle de la qualité de la formation dispensée par les auto-écoles, ou le contrôle des centres chargés de récupérer les points perdus à la suite d'infractions au code de la route.

Le service public c'est la République

La santé alimentaire en danger

La baisse des effectifs (542 emplois supprimés) dans le domaine de la sécurité sanitaire de l'alimentation, ne permet plus aux services vétérinaires de garantir la salubrité de la viande sortant des abattoirs. L'insuffisance des moyens et le non-respect des règles fixées pour les contrôles indispensables à la protection de la santé publique et à la sécurité du consommateur conduisent aujourd'hui en France à:

- une absence quasi totale d'inspection dans de nombreux abattoirs de volailles;
- l'impossibilité dans certains abattoirs de réaliser l'inspection des animaux vivants avant leur abattage, alors qu'il s'agit d'un point clé pour garantir la mise sur le marché de viande d'animaux en bonne santé;
- de très graves manquements dans le domaine du traitement des animaux.

Une «*expérimentation nationale*» sur les plus gros abattoirs de porcs de Bretagne (et donc français), permettant aux exploitants de ces abattoirs d'assurer eux-mêmes l'inspection des viandes qu'ils vont vendre aux consommateurs, est d'ores et déjà en cours.

Éléments d'une politique d'austérité et idéologique, ces réformes visent à:

- démanteler pour ensuite tenter de justifier une privatisation des services publics et de toute la fonction publique;
- gérer l'hôpital public comme une entreprise privée, et rentabiliser les soins au détriment de la santé des malades;
- détruire le maillage territorial des services publics et de leurs personnels, notamment avec la suppression programmée du département, celle, déjà effective, de nombreux services et leur concentration régionale;
- sortir les fonctionnaires et agents publics de leurs droits, de leurs garanties, de leurs statuts particuliers et du statut général de la fonction publique;
- stigmatiser les agents publics et les opposer aux salariés du privé;
- transformer le service public solidaire en services payés directement par les «usagers-clients», et ainsi passer de l'égalité républicaine pour chaque citoyen à une inégalité généralisée, fonction des ressources du «client». Dans un document intitulé «Livre noir des réformes contre le service public», FO a mis en évidence leurs impacts néfastes pour tous les usagers.

Dès leur origine, FO a pris position, a condamné et combattu ces réformes. Jamais concertées, jamais débattues, ni au Parlement, ni avec les élus locaux, ni avec les organisations syndicales, ces décisions ont été élaborées en catimini par quelques hauts dirigeants et des conseillers privés, intéressés directement à la privatisation de missions publiques du fait de l'activité de leurs sociétés.

La qualité des services publics, leurs compétences respectives, leurs équipements et leur opérabilité territoriale, administrative, technique ou de contrôle constituent des atouts d'attractivité et de créations d'emplois pour toute l'économie française. La recherche, l'innovation et l'ingénierie publiques aident au développement de tout le territoire et de tous les secteurs privés (un investissement public génère plus de cinquante développements privés à terme!).

Beaucoup de pays envient cet ancrage territorial, ce contact de l'action publique avec la réalité du terrain. Pourtant les réformes en cours s'emploient à casser cette proximité de l'action

publique: ne pouvant plus compter sur les services publics ni sur leurs conseils en toute neutralité ou leurs partenariats techniques et administratifs, les décideurs publics n'ont d'autre possibilité que de se tourner vers des sociétés privées, en sachant très bien que les abus de position dominante déjà rencontrés et dénoncés sur l'alimentation en eau potable, l'assainissement, l'éclairage public, l'énergie, la collecte et le traitement des déchets, par exemple, se généraliseront à tous leurs nouveaux domaines de compétence. La prévention et la gestion des risques (inondations, pollutions, risques industriels, etc.) ou la sécurité des consommateurs sont durement touchées. La désertification départementale des services publics est responsable d'une aggravation des conséquences dramatiques des catastrophes de 2010 (tempêtes, inondations, crues). Partout, on assiste à des fermetures d'hôpitaux, de maternités, de classes, d'écoles, de tribunaux, de bases militaires, etc.

Le gouvernement avance masqué, les fonctionnaires et les usagers souffrent

Le débat sur les besoins et les missions des services publics, ainsi que sur les ressources fiscales nécessaires n'a jamais eu lieu. Le chef de l'État s'y était pourtant engagé en août 2007, à la suite de la demande de Force Ouvrière. Il ne l'a jamais organisé. Pour le gouvernement, il ne s'agit que de réduire la dépense publique pour donner des gages aux marchés financiers et au dogme ultralibéral en détruisant les services et les emplois publics. Peu importe la destruction des services, des emplois publics et des femmes et des hommes au final! FO chiffre à 500 000 le nombre d'emplois publics supprimés entre 2007 et 2013 du fait des diverses réformes précitées: un véritable plan de destruction, en pleine crise de l'emploi et alors que les besoins publics des citoyens n'ont jamais été aussi forts.

Le 16 novembre 2010, FO a organisé une conférence nationale afin de valoriser les services publics en réunissant 500 agents de la fonction publique. Leurs témoignages ont démontré que ces réformes cassent les principes, les valeurs et les fondements de la République.

Dans une période où tous les services publics subissent des restructurations et des suppressions de

postes, de moyens et d'effectifs, la brutalité incroyable et la rapidité démesurée des réorganisations, des délocalisations, des changements de postes imposés déstabilisent les personnels publics.

Les réorganisations en cours, les mobilités et reconversions imposées, la mise en place d'un licenciement pour les fonctionnaires, le gel des rémunérations, l'individualisation à outrance (rémunérations au mérite et à la performance; notion de «productivité» imposée à l'exercice des missions publiques; mise en place d'un «intéressement» individuel et collectif; compétition entre agents et entre services; etc), ou encore la pression hiérarchique et le stress ainsi générés constituent des facteurs aggravants à cette perte de sens généralisée de leurs actions publiques. En conséquence immédiate, les drames humains (maladies, stress, dépressions, accidents, suicides) ne cessent d'augmenter dans tous les services publics.

Toutes ces mesures détruisent les valeurs intrinsèques de l'engagement des agents publics, le fonctionnement en réseau et en équipe, et font baisser la confiance dans les fondements de la République.

Résister est une obligation républicaine et sociale

À l'inverse, FO défend et promeut le service public permettant l'organisation collective de la satisfaction des besoins sociaux. Les valeurs républicaines d'égalité, de liberté, de fraternité, de laïcité impliquent que la fonction

Les fraudeurs favorables à la RGPP

Le système d'immatriculation des véhicules (SIV), entré en vigueur en avril 2009, entraîne un allongement des délais et l'instauration de nouveaux coûts pour les acheteurs de véhicules neufs ou d'occasion dans le cadre de la procédure d'immatriculation réalisée par les professionnels (privés) ou sur internet (cartes grises et cartes d'immatriculation). En plus des coûts supplémentaires, pouvant dépasser 50 euros, toute la sécurité nécessaire à la délivrance de titres est baillée. Il a ainsi été constaté en 2011 la délivrance par des sociétés privées, ne contrôlant pas comme le fait la préfecture, de cartes grises aux informations complètement erronées (fausse adresse, fausse identité du propriétaire, remise en circulation de voitures volées ou au passé douteux, etc.).

Moins de service, mais plus cher

L'instauration de péages ferroviaires pour la SNCF au bénéfice de Réseau Ferré de France (RFF - mesure d'avril 2008) se répercute sur le service ferroviaire par des suppressions de trains ou d'arrêts (sur des lignes jugées non rentables du fait des péages) et par des augmentations importantes des tarifs des billets et abonnements pour les usagers de la SNCF.

Le service public c'est la République

publique et ses personnels ne soient pas soumis à des pressions politiques ou mercantiles, à des lobbies, ni à des intérêts contraires à l'intérêt général. Les valeurs de neutralité, d'impartialité et d'indépendance dans une fonction publique de carrière se révèlent donc essentielles.

Contrairement à ce que d'autres (politiques, économistes, certaines organisations syndicales) affirment, les missions publiques ne peuvent être correctement menées par le secteur privé. Au-delà du coût induit pour les usagers et des inégalités que cela génère, les valeurs précédemment citées sont indissociables d'une action publique républicaine.

Si le service public fonctionne encore aujourd'hui, le mérite en revient aux fonctionnaires et aux agents publics, qui n'hésitent pas à continuer de s'investir selon leur engagement moral et professionnel pour ses valeurs, malgré les multiples attaques précitées et une réelle souffrance au travail pour beaucoup d'entre eux. Ils ont raison d'être fiers de leurs actions, de leurs missions, de leurs valeurs.

Force Ouvrière appelle tous les fonctionnaires et agents publics, ainsi que les usagers, à résister contre ces différentes mesures et contre la mise en œuvre de cette «République low cost» que ces réformes organisent.

Les premiers résultats déjà obtenus

Les multiples actions engagées par les militants et syndicats FO dans les services publics ont permis de faire reculer le gouvernement sur de nombreux points: maintien de postes publics, améliorations statutaires, maintien de services ou d'implantations territoriales qui devaient disparaître, délocalisations ou mutualisations annulées, mesures RGPP supprimées ou gelées, etc.

Force Ouvrière combat cette destruction sciemment organisée de l'action publique pour en privatiser les missions.

Avec tous les personnels, Force Ouvrière se mobilise tous les jours dans ce combat pour le service public et dans cette valorisation des services publics. Avec ses syndicats, Force Ouvrière s'engage sur ces valeurs et ces principes dans le cadre de toutes les élections professionnelles dans la fonction publique et en particulier celle du 20 octobre 2011.

Plus que jamais, défendre et promouvoir le service public, c'est défendre la République.

Jean-Claude Mailly

Secrétaire général de Force Ouvrière

Même la sécurité des usagers est en péril

En 2009, le secrétaire d'État aux Transports a écrit aux préfets pour qu'ils incitent les communes et les conseils généraux à diagnostiquer tous les passages à niveau croisant les routes dont ils sont gestionnaires. Cette démarche traduisait une volonté de réduire les risques d'accidents, à la suite de la collision qui avait eu lieu à Allinges le 2 juin 2008 entre un TER et un car scolaire, où sept adolescents avaient trouvé la mort.

Une grille de diagnostic, réalisée par un service technique central de l'État (actuellement démantelé du fait d'une délocalisation) leur a été fournie, mais sans technicien pour la remplir, les communes ne peuvent pas l'utiliser efficacement.

Ces communes se tournent donc vers le préfet et les Directions départementales des territoires (DDT), qui doivent, de par une loi de 2001, leur apporter une assistance technique via l'ATESAT (Assistance technique de l'État pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire).

Or, du fait des réductions d'effectifs directement issues de la RGPP, la majorité des DDT n'est plus en mesure d'assurer cette mission.

L'État fait donc le choix de sacrifier sciemment la sécurité pour des économies d'effectifs, et fait preuve d'une hypocrisie certaine en rejetant la responsabilité de ces diagnostics sur les communes.

FO
la force syndicale
www.force-ouvriere.fr